

CONSIDÉRANT QUE LE MARCHÉ EST SATURÉ

Les transporteurs appellent l'Andi à réorienter les investisseurs vers d'autres secteurs d'activité

L'Organisation nationale des transporteurs algériens (ONTA) a reçu avec «soulagement» la mesure de l'Ansej relative à la «réorientation vers d'autres secteurs d'activité» des postulants à des projets dans les transports. Et elle a appelé, dans un communiqué diffusé hier et signé par M. Lakhdar Nazim Kharchi, son porte-parole, la Cnac et l'Andi à faire de même.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir)

L'ONTA a d'abord invité les postulants au dispositif Ansej à ne plus investir dans le secteur des transports : «Les walis et directeurs des transports ne sont pas en mesure de protéger l'investissement dans certaines zones qui peuvent paraître rentables. Ils inondent au contraire ces mêmes zones, autrefois rentables, par l'autorisation de nouvelles entreprises.» En ce sens, l'Organisation, se référant à une note ministérielle (la 104/09), parle plutôt d'«infraction».

Cette note, estiment les rédacteurs du communiqué, est «contradictoire avec les dispositions du décret exécutif 416/04» régissant les plans de circulation. L'ONTA a ensuite lancé un «appel de détresse» au nom des jeunes investisseurs dans le secteur des transports. «Ces jeunes lancent un appel pour dire : nous ne cherchons ni assistantat ni nous agissons par opportunisme mais nous réclamons justice pour avoir investi dans un secteur instable où les instances censées veiller à l'application des lois et plans de transport sont les premiers à les empiéter», disent-ils en substance. Et de revendiquer le

«rééchelonnement» de leurs dettes bancaires et l'annulation des «pénalités de retard y afférentes», comme conclu lors de la dernière tripartite tenue en mai 2011.

L'appel s'adresse aux membres de la tripartite qui se tiendra fin septembre en cours : «Nous appelons les membres de la tripartite prévue à la fin de ce mois de septembre à discuter objectivement de la problématique des dettes des jeunes investisseurs.»

L'Organisation s'«inquiète» ainsi de la situation des petites entreprises de transport montées dans le cadre du dispositif Ansej. Des entreprises, affirment les rédacteurs du communiqué, frôlant la «faillite» à cause, avance-t-on, de la gestion aléatoire du secteur des transports. Elle trouve «inconcevable» de «reconsidérer» les dettes des grandes entreprises tout en ignorant les problèmes de celles des jeunes investisseurs. Et de préciser que «plus de 50 % des entreprises des transports montées dans le cadre du dispositif Ansej sont ou poursuivies par les banques et la justice ou elles affichent des difficultés à amortir leurs inves-



Anarchie et surplus de véhicules.

tissements». L'ONTA estime dans le même communiqué que le marché est plutôt saturé. Chose qui impose aux opérateurs de baisser les prix de transport et qui rend, aux yeux des rédacteurs du communiqué, la situation encore plus délicate.

«Le soutien accordé aux jeunes investisseurs dans le secteur des transports s'éloigne de l'approche économique et l'autorité de tutelle ne se réfère pas aux plans des transports. D'où l'anarchie et le surplus de véhicules (bus et camions) envahis-

sant les villes. Un surplus ayant pour conséquence les accidents, la pollution et un rapport négatif des tarifs appliqués relativement aux volumes des charges», peut-on lire dans le communiqué.

L. H.

MÉTRO D'ALGER

Le prix du ticket fixé à 50 DA

Le prix du ticket du métro d'Alger, qui sera mis en service vers le début du mois de novembre, a été fixé à 50 dinars, ont annoncé hier l'Entreprise du métro d'Alger (EMA) et la société RATP El Djazaïr.

Un communiqué de ces deux entreprises indique que le prix unique, permettant d'effectuer un «aller simple» sur la ligne 1 du métro d'Alger reliant les deux terminus, Grande-Poste et Hai El-Badr «Le ticket unique est destiné aux clients qui voyagent occasionnellement», précise-t-on, alors que le tarif d'un ticket 10 voyages, permettant de voyager 10 fois, est fixé à 400 DA, soit une réduction de 20% par rapport au prix du ticket unique.

Des abonnements seront également proposés pour des déplacements réguliers avec une périodicité d'une semaine ou un mois, a-t-on ajouté.

Le tarif d'un abonnement hebdomadaire pour une personne qui ferait un aller-retour quotidiennement six jours sur sept, est fixé à 540 DA, soit une réduction de 10% par rapport au prix du ticket unique.

«Cet abonnement permet aussi un nombre de voyages illimité pendant sept jours consécutifs», affirment les deux entreprises. Pour l'abonnement mensuel pour une personne qui ferait un aller retour six jours sur sept chaque semaine pendant un mois, son prix est fixé à 1 820 DA, soit une réduction de 30% par rapport au ticket unique.

«L'abonnement mensuel permet également un nombre de



Des abonnements seront également proposés pour les déplacements réguliers.

voyages illimité pendant 30 jours consécutifs», souligne-t-on.

A ce titre, l'EMA et la société RATP El Djazaïr, qui est chargée de l'exploitation et de la gestion de la ligne Hai El Badr-La Grande-Poste, indiquent que les détenteurs de ces abonnements bénéficieront d'une technologie évoluée, identique aux grandes métropoles comme Paris, Londres, et Tokyo avec une carte sans contact, personnalisable et rechargeable, qui permet de franchir plus rapidement les lignes de contrôle.

La société RATP-El Djazaïr avait procédé le 8 septembre dernier à la mise en marche de la ligne 1 du métro d'Alger avec succès en présence du ministre des Transports, M. Amar Tou, de

membres du gouvernement et de hauts responsables. Après l'achèvement des phases des essais mécaniques, dynamiques et ceux des différents systèmes, la société RATP-El Djazaïr a procédé, ainsi, à son exploitation non commerciale, une opération qui s'étalera sur quelques semaines, en prévision de sa mise en service effective en novembre prochain.

Durant cette phase de fonctionnement non commercial, dite marche à blanc, la ligne 1 du métro d'Alger transporte déjà un nombre limité de passagers qui sera augmenté progressivement en prévision de sa mise en service effective, notamment durant les trois dernières semaines de cette étape.

APS

SECTEUR DES TRANSPORTS

Rassemblement du corps technique ce mercredi devant le siège de la tutelle

Le Conseil national des corps techniques du secteur des transports, qui exige un droit de regard sur le statut particulier des travailleurs, appelle à une journée de protestation pour ce mercredi, devant le siège du département de Amar Tou.

Dans un communiqué rendu public hier, le Conseil national des corps techniques des travailleurs du secteur des transports, affilié au Snapap, s'interroge sur les raisons qui empêchent la tutelle de rendre public le statut particulier les concernant.

Ainsi, le syndicat des corps techniques ne comprend pas pourquoi, alors que tous les autres corps ont déjà eu leur statut particulier et régime indemnitaire, ceux des transports restent toujours en suspens.

Le Conseil national des corps techniques, qui qualifie, dans le communiqué en question, le silence du département de Amar Tou de «terrible», exige ainsi un droit de regard sur le statut particulier avant sa rentrée en vigueur.

Contacté, le président du Conseil national des corps techniques des travailleurs du secteur des transports, Fethi Rehamia, dira à cet effet : «Après nos actions de protestation cycliques aux mois d'avril et mai derniers, nous avons tenu des réunions avec la tutelle en présence du ministre des Transports Amar Tou et nous avons participé à l'élaboration de notre statut particulier et du régime indemnitaire. Aujourd'hui, ce statut particulier n'est toujours pas rentré en vigueur et aucune information n'a filtré sur son contenu. Nous craignons que des dispositions soient prises à notre insu.»

Pour rappel, des centaines de techniciens, techniciens supérieurs, ingénieurs, inspecteurs et inspecteurs principaux, issus des différentes directions des transports des wilayas du pays, ont déjà tenu des rassemblements en avril et mai derniers devant le siège du ministère des Transports, à Alger.

Mehdi Mehenni